Une grève pour rien dans les postes britanniques

[(«Si vous ne mettez pas un peu d'ordre dans votre économie, j'irai investir ailleurs!»...]

Cet avertissement lancé par Henry Ford II, lors de sa visite en Grande-Bretagne, a de quoi décevoir le gouvernement conservateur de Mr. Heath.

Pourtant celui-ci fait tout ce qu'il peut pour «mettre de l'ordre» dans une société capitaliste souffrant d'inflation galopante... Preuve en est, son projet antigrève dit «Law Car». Il est un modèle de planification autoritaire de la collaboration de classes (déjà si importante en Grande-Bretagne!) à rendre un Chaban-Delmas jaloux...)]

L'exploitation accrue des travailleurs, ajoutée à une forte hausse des prix, sont les deux solutions, décidément sans imagination, que Mr Heath tente d'imposer afin de surmonter la crise.

Dans les postes anglaises, comme dans les autres activités, ces deux solutions sont fermement appliquées. D'une part, une hausse des tarifs a été décidée pour février 1971. D'autre part, les augmentations de salaire du personnel (8%) sont volontairement limitées en deçà de la hausse du coût de la vie prévue officiellement à 10% pour 1971...

Bien que les postiers britanniques ne soient pas des modèles de combativité (la dernière grève générale de la «Post Office» remonte à plus de dix ans), ils ont fait durant six semaines la plus longue grève de l'histoire de leur profession...

une Poste en avance

Ce conflit social est intéressant à plus d'un titre pour les

postiers de chez nous.

D'abord, parce que les postes britanniques, à cause de leurs innovations techniques, ont souvent servi de modèle aux P.T.T. françaises et que la crise qui les secoue aujourd'hui s'inscrit dans l'avenir des postes de chez nous.

Ensuite, parce qu'au moment même où, en France, la grève illimitée semble être considérée par les postiers les plus combattifs comme la solution à tous nos maux... ce type d'action échoue là-bas pour des raisons qu'il faudra analyser.

Les technocrates de la «Post Office» sont donc en avance sur ceux de nos P.T.T.:

- Ce sont eux qui ont expérimenté les premiers le système d'acheminement à «deux vitesses» (on ralentit volontairement la partie du courrier affranchie au tarif normal pour acheminer normalement la partie du courrier qui accepte une hausse de tarif).

- Ce sont eux qui préparent à plus court terme la mécanisation du tri des lettres et des colis (opération intéressante pour l'État car dans ce domaine les charges salariales sont extrêmement élevées: 72% des dépenses totales).

- La transformation du réseau téléphonique est plus rapide que chez nous.

Autre domaine où la poste anglaise a, toujours du point de vue de la direction, une avance considérable, c'est celui de l'organisation du personnel sur le plan syndical. Le syndicalisme «fort», représentatif, «responsable», qu'espèrent nos théoriciens de la «nouvelle société de concertation», les postiers anglais l'ont déjà: l'UPW rassemble 205.000 postiers, soit 90% des effectifs.

Six semaines de grèves

À l'appel de l'UPW, la grève démarre le 20 janvier. Les revendications?

Essentiellement des revalorisations de salaires, 20% pour les catégories les plus défavorisées et 15% pour les autres...

Le fait que la grève illimitée ait été décrétée et lancée par la direction de l'UPW seule montre la force de ce syndicat. En retour, cela signifie que dès le début, l'initiative de la base sera réduite à zéro. La fin du mouvement en sera la démonstration malheureuse.

C'est la direction syndicale qui organise la popularisation de la grève avec les moyens d'information les plus officiels: la BBC, la presse et même le «Financial Times», dans lequel elle paie des placards publicitaires progrévistes!

Le 15 janvier 1971, par exemple, on peut y lire un plaidoyer pour Jenny, la standardiste, où il est dit, entre autres:

«... Elle est à votre service six jours par semaine, soit 41 heures, et pour cela, elle gagne 10 livres et 15 shillings par semaine... Est-ce assez alors qu'une strip-teaseuse de Soho exige au moins deux fois plus pour faire son numéro?»

Un service minimum est assuré par les grévistes: certains télégrammes, communications téléphoniques urgentes, paiement des pensions et retraites, de la Sécurité sociale...

Tout est fait pour garder à la grève, vis-à-vis de l'opinion publique, un caractère rassurant, sympathique...

Alors que pendant ce temps les sociétés capitalistes, pour qui l'interruption des communications commerciales peut provoquer l'asphyxie, s'organisent.

Tous les moyens parallèles de communications (télex, transports et acheminement privés, circuits téléphoniques privés) sont utilisés et développés. Il en est ainsi pour les compagnies d'assurance (Zurich, Lloyds éponge 75% de ses correspondances par télex et téléphone; Ford, qui reçoit ordinairement 40.000 lettres par jour; BP: utilisation d'un

service privé entre Harlow et Sundbury; les chambres de commerce, etc.).

De plus, des sortes de «mercenaires» du courrier offrent leur service (payant, bien sûr!). Un de ceux-ci se propose de distribuer 20.000 lettres par jour (il avait déjà vendu des bougies lors de la grève des électriciens!).

En France, la presse ne manque pas de monter en épingle ces initiatives afin de donner des idées à certains de nos concitoyens dans le cas où chez nous...

Officiellement, l'UPW ne peut rien contre ces entreprises de sape de la grève, mais à la base, rien n'est tenté non plus!

Malgré cela, la grève dure depuis plus de cinq semaines. Pas de résultats en vue.

Début mars, Tom Jackson, le patron de l'UPW, laisse entendre que la grève ne peut pas durer toujours!

Le 8 mars, il décide, sans consultation préalable des grévistes, de l'arrêt du mouvement!

La reprise est houleuse. À Liverpool, le leader syndical est conspué. Mais la grève est désamorcée, c'en est fini du plus long mouvement de grève des postes britanniques...

Pas de résultats positifs... à peine une promesse de négociations pour plus tard!

Pourquoi l'échec?

Pour justifier la reprise du travail, Tom Jackson a prétexté: «les caisses de l'UPW sont vides... on ne peut plus tenir!» Cet argument «décisif» se pose-t-il en terme de lutte de classes? Si oui, le rapport de force entre classes antagonistes se tranche-t-il par banques interposées?

Poser ainsi la question donne déjà des éléments de réponse.

Face à un gouvernement résolu, lui, à pratiquer la lutte de classes, l'UPW n'a opposé que la bonne volonté réformiste. Dans ce combat tous les bookmakers anglais auraient pu donner Heath vainqueur à 5 contre 1...

Malgré des appels de l'UPW, aucune solidarité effective (à part des Australiens) n'a aidé les postiers anglais. Beaucoup de courrier de Grande-Bretagne a été ainsi travaillé en Europe.

Peut-on concevoir la grève illimitée hors du contrôle de ceux qui la font? Cette expérience ne le prouve pas!

En fait, les postiers anglais sont rentrés battus deux fois:

- une fois parce que les revendications n'ont pas été satisfaites à l'issue d'une longue grève,
- une autre fois parce que le contrôle de l'action n'a pas dépendu d'eux-mêmes et qu'ils auront donc du mal à comprendre les raisons de l'échec...

Un Postier de l'Alliance.